

Compte rendu

Ouvrages recensés :

La nation en question de Michel Seymour, Montréal, L'Hexagone, 1999, 208 p.

Nationalité, citoyenneté et solidarité sous la direction de Michel Seymour, Montréal, Liber, 1999, 210 p.

par Louis Balthazar

Politique et Sociétés, vol. 18, n° 3, 1999, p. 168-173.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040197ar>

DOI: 10.7202/040197ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

La nation en question

de Michel Seymour, Montréal, L'Hexagone, 1999, 208 p.

Nationalité, citoyenneté et solidarité

sous la direction de Michel Seymour, Montréal, Liber, 1999, 210 p.

«Notre société est trop petite pour se priver des bénéfices qu'apporte inévitablement une interdisciplinarité accrue entre les différents secteurs de recherche.» (*La nation en question*, p. 8) Il fallait un chercheur appartenant à une discipline longtemps ignorée dans les milieux des sciences sociales pour faire un tel constat et lancer lui-même le débat, d'abord dans un livre de son cru, puis dans un ouvrage collectif regroupant des spécialistes de diverses

disciplines. Il faut dire que le sujet s'y prête fort bien, car il laisse peu de personnes indifférentes et présente à peu près toutes les facettes qui font l'objet des disciplines des sciences humaines.

Michel Seymour, professeur de philosophie et ancien président des Intellectuels pour la souveraineté, est probablement l'écrivain le plus prolifique, ces temps-ci, sur la question de la nation et du nationalisme. Ses écrits suscitent la controverse ; ils n'en sont pas moins habituellement marqués d'un souci remarquable de rigueur et d'honnêteté intellectuelle. Ces deux ouvrages ne font pas exception.

La nation en question est un admirable essai sur la nation et ce qu'elle doit signifier, tout particulièrement pour les Québécois. Seymour analyse d'abord cinq conceptions particulières élaborées par des auteurs bien connus appartenant à des disciplines diverses, celles de Jean-Pierre Derriennic et de Claude Bariteau qui partagent, bien qu'aux antipodes des options constitutionnelles, la conviction que la nation doit reposer essentiellement sur la citoyenneté, celle de la nation multiculturelle à laquelle s'en prend l'écrivain Neil Bissoondath et celle de la nation culturelle qu'on retrouve plus ou moins dans les écrits de Fernand Dumont et de Charles Taylor. À Derriennic, il reproche un individualisme abstrait qui ne tient pas compte du fait que toutes les nations, qu'elles l'affirment ou non, sont le produit de regroupements culturels qui ont donné lieu à des majorités nationales, lesquelles peuvent fort bien se faire accueillantes pour tous ceux qui se joignent à elles. Ainsi, « la nation québécoise est une nation de type civique, mais elle n'est pas définie seulement à partir de caractéristiques civiques » (p. 24). Quant à Bariteau, qui s'appuie sur le patriotisme constitutionnel de Jürgen Habermas pour prôner une nouvelle citoyenneté québécoise dans le cadre de la souveraineté, il risque, selon Seymour, « de perdre [les] arguments moraux fondés sur la non-reconnaissance de la nation québécoise au sein de l'État canadien » (p. 35). La critique de Bissoondath à l'endroit du multiculturalisme, qui aurait obnubilé des valeurs typiquement canadiennes au profit d'un culte excessif des appartenances culturelles diverses, paraît excessive à l'auteur. Le problème canadien réside bien plutôt à ses yeux dans le fait qu'on s'est servi du multiculturalisme pour occulter la nation québécoise. Si l'on avait reconnu le caractère multinational du Canada, une politique de reconnaissance de la diversité culturelle aurait été bienvenue autant au Québec que dans le reste du Canada. En d'autres termes, ce sont deux biculturalismes qu'il aurait fallu instituer. Enfin, la « nation culturelle » ne satisfait pas non plus Seymour, car elle fait fi de la référence obligée de la nation à la communauté politique et des rapports essentiels entre une majorité nationale susceptible d'**intégrer** des minorités culturelles sans pour autant les **assimiler**. Il admet volontiers que des différences séparent au Québec la majorité francophone, la communauté anglophone et les divers groupes culturels issus de l'immigration ; mais il ne voit pas pourquoi tous ne pourraient pas participer non seulement à la vie politique mais à des institutions proprement nationales et à une culture publique commune dans le cadre d'une citoyenneté québécoise.

Dans la seconde partie de son essai, Seymour présente sa propre conception, celle d'une nation sociopolitique qui apparaît «dès lors qu'une communauté linguistique, concentrée en assez grand nombre sur un territoire donné et constituant une majorité sur ce même territoire, forme avec des communautés minoritaires et des individus issus de l'immigration une communauté politique distincte, étant entendu que celle-ci se trouve d'emblée inscrite dans un réseau particulier d'influences culturelles, morales et politiques qui sont fonction de sa composition linguistique, de sa position géographique et de son histoire» (p. 99). Cette définition n'entend pas s'imposer comme la seule conception possible de la nation. L'auteur admet volontiers qu'en ce domaine, on doit accepter que d'autres conceptions soient adoptées ailleurs, vu le caractère fortement subjectif et volontaire de l'appartenance nationale. Il n'en propose pas moins sa «nation sociopolitique» comme celle qui convient le mieux au Québec, tout en reconnaissant que les autres Canadiens entretiennent une autre vision d'une grande nation canadienne. Il reproche seulement à cette vision de ne pas faire place à une nation québécoise (et aux Premières nations) à l'intérieur de la grande nation du Canada. Tout souverainiste qu'il soit, Seymour reconnaît que les Québécois pourraient fort bien s'accommoder d'un Canada multinational, voire d'un fédéralisme asymétrique. Pour lui, la souveraineté n'est pas une fin en soi, elle n'est que la seule voie laissée possible par les diverses fins de non-recevoir adressées aux aspirations québécoises.

Seymour consacre beaucoup d'espace à la question autochtone. Il reconnaît les populations autochtones du Québec comme des nations dotées de larges droits à l'autodétermination dans un cadre tel que celui proposé par le Rapport de la Commission royale sur l'avenir de ces populations, déposé à la fin de 1996, celui d'un troisième niveau de gouvernement. Il fait état de la similarité des intérêts entre les nations autochtones et le Québec. Une reconnaissance nationale est au cœur des revendications des deux populations ; mais Seymour ne reconnaît pas aux autochtones un droit de sécession qui serait fondé sur la seule volonté arbitraire d'être rattaché à l'État de son choix (p. 71).

L'ouvrage se termine sur une élaboration du concept de partenariat entre un Québec souverain et le Canada. L'auteur propose un conseil des ministres à géométrie variable (p. 200) qui accommoderait à la fois la souveraineté des trois entités (Canada, Québec et Premières nations) et le fait que l'une soit plus nombreuse, plus riche et par-là plus puissante que les autres.

Voilà donc une construction intelligente, respectueuse des droits, tant individuels que collectifs, et tenant compte des multiples aspects de la question nationale québécoise. Il faut bien noter cependant que cela demeure pour le moment une construction théorique susceptible de se buter à l'incompréhension et au refus de plusieurs des groupes concernés. Ainsi les anglophones et un bon nombre de Québécois issus de l'immigration ne se reconnaîtront sûrement pas un **devoir moral** de participer à la nation québécoise comme le souhaite Seymour. De plus, les autochtones n'accepteront pas la comparaison de l'auteur entre les reconnaissances déjà obtenues de la part du gouverne-

ment du Québec et les dénis dont le Québec est l'objet depuis plus de quarante ans dans le cadre canadien. Il serait caricatural de faire dire à Seymour que la cause québécoise est plus pitoyable que celle des autochtones mais ses propos pourraient être interprétés dans ce sens (p. 186). Enfin, l'auteur ne s'attarde pas longtemps à la critique d'un comportement québécois, aussi bien au gouvernement que dans diverses institutions et dans la population en général, qui va à l'encontre du modèle proposé. Seymour semble prendre pour acquis que la représentation ethnique de la majorité québécoise appartient à un autre âge. Plusieurs observateurs n'en sont pas persuadés, à commencer sans doute par ceux qui se sentent objet de discrimination. À cet égard, la première recommandation qui devrait se dégager de l'analyse du philosophe, c'est une révision sérieuse de divers comportements qui nuisent encore à l'intégration harmonieuse impérieusement souhaitable. Ceci dit, mis à part quelques redondances (comme par exemple la page 115 qui reprend presque mot pour mot les pages 68 et 73) qui tiennent sans doute au fait que l'ouvrage a été bâti à partir de deux pièces recousues, ce livre est l'un des meilleurs qui soient sur cette question. Il mérite d'être lu, relu, discuté, médité.

Quant au collectif, il constitue une œuvre d'une grande richesse en raison des contributions multiples, dont plusieurs d'une bonne qualité. Il souffre cependant des défauts propres à ce genre de publication. Il est à peu près impossible de conserver une unité ou même une sorte de consistance à un ouvrage de ce genre, issu d'un grand colloque ouvert, et destiné à être lu partiellement plutôt que d'une couverture à l'autre. J'avoue tout de suite n'être pas en mesure, dans l'espace réservé à ce compte rendu, de faire justice à tous les articles et aux quelque vingt-cinq auteurs.

L'ouvrage est nettement dominé par des articles de nature philosophique ou théorique. J'y vois d'abord une heureuse prise de conscience de diverses données de base qui ont été longtemps occultées par les penseurs libéraux en raison des effets tragiques de certains nationalismes. Voici quelques-unes de ces propositions :

1. Toute société repose sur un minimum de solidarité entre ses membres ; cela est d'autant plus vrai pour une société démocratique dont le gouvernement repose sur le consentement des gouvernés.
2. La démocratie moderne s'est développée historiquement en même temps que la nation et toujours, jusqu'à maintenant, dans ce cadre.
3. Le libéralisme, qui promeut la liberté et la mobilité sociale des personnes, le respect des droits individuels, s'est aussi développé à l'intérieur des nations et n'a encore pu inventer d'autres formes vraiment institutionnalisées.
4. Libéralisme et nationalisme ne sauraient donc s'opposer de façon irréductible ; c'est pourquoi libéraux et nationalistes ont fait bon ménage tout au long du 19^e siècle en Europe et en plusieurs endroits, à plusieurs occasions au 20^e.

Plusieurs chapitres de ce collectif s'adressent à ce concept de « nationalisme libéral » qui a fait résurgence au cours de la dernière décennie. L'œuvre de Will Kymlicka, qui a voulu appliquer la théorie de John Rawls aux collectivités, est objet de références fréquentes. Margaret Moore, Kai Nielsen, Claude Bariteau, Jocelyne Couture, Geneviève Nootens et Yael Tamir se font, à des degrés divers, les défenseurs du nationalisme libéral. Il se trouve cependant trop peu de personnes pour représenter la grande majorité des penseurs libéraux qui pourfendent le nationalisme sous toutes ses formes et le considèrent comme tout à fait inconciliable avec une véritable théorie libérale. Daniel Weinstock et Alan Patten sont les seuls à mettre en doute les vertus du libéralisme communautariste, l'un en ouvrant la boîte de Pandore des minorités revendicatrices de statut national, l'autre en décrivant le nationalisme, même libéral, comme étant inévitablement inéquitable à l'endroit des minorités.

D'autres thèmes sont abordés, en rapport avec l'objet central du livre mais sur un ton passablement différent de celui des philosophes. Ainsi une section du livre est consacrée à la supranationalité et comprend des textes qui traitent de l'« américanité » des Québécois révélée par des sondages (Guy Lachapelle), de l'évolution de l'idée européenne tantôt fédérale avec Jean Monnet, tantôt confédérale avec De Gaulle, pour conclure que l'Europe de demain empruntera au moins des éléments au fédéralisme (Edmond Jouve) et du partenariat de type confédéral prôné par plusieurs souverainistes québécois (Daniel Turp). Une autre section traite des problèmes autochtones. Deux auteurs plaident pour la participation des autochtones à un projet québécois inclusif (Bernard Cleary) et pour des convergences politiques, économiques, sociales et culturelles entre Québécois et autochtones (René Boudreault). Encore ici, les contestataires de ces belles idées ne sont pas entendus. Ross Poole présente un autre modèle de revendications autochtones, celui des aborigènes australiens qui semblent vouloir se contenter d'une souveraineté résiduelle à l'intérieur d'une citoyenneté nationale élargie. Un chapitre est consacré à une question qui se situe résolument en deçà du cadre national, celle des communautés territoriales restrictives (des banlieues plus ou moins exclusives) qui sont de plus en plus nombreuses aux États-Unis. L'auteur, Jeff Spinner-Halev, se voit forcé de les tolérer au nom du libéralisme dans la mesure où elles n'obligent ni ne restreignent directement la participation et respectent la citoyenneté générale.

L'ouvrage se termine par un débat sur la signification de la nation à partir de trois textes de Gérard Bouchard, d'Alain Finkelkraut (qui reproduit un extrait de l'admirable livre signé par cet auteur avec Antoine Robitaille, *L'ingratitude*) et de Thierry Hentsch. Bouchard définit la nation à partir de divers éléments en insistant sur les interactions entre communauté politique et culture. Comme Michel Seymour, il veut se situer au-delà de la dichotomie ethnique-civique et s'arrête plutôt au critère de l'ouverture à la différence pour caractériser une nation libérale. Il s'attarde sur la notion de « collectivités neuves » pour décrire les nations issues de la colonisation européenne. Il y voit des entités à la fois fragiles mais plus ouvertes à la

diversité que ce n'est le cas pour l'Europe. Voilà un diagnostic qui peut être intéressant mais on pourrait tout aussi bien caractériser les nouvelles nations comme donnant lieu à une grande rigidité idéologique, comme c'est le cas évident pour les États-Unis et comme on l'a constaté aussi historiquement au Canada et en Amérique latine. Finkelkraut, en prenant surtout l'exemple des nations oubliées d'Europe centrale, ne voit pas, à l'heure actuelle, qu'on puisse séparer la démocratie de la nation et il déplore la disparition lente de l'école nationale en tant que lieu de transmission de valeurs. Pour Hentsch, le concept de nation est à la fois impraticable, inutilisable et référence indispensable. Comme un roi décapité, la nation lui apparaît comme la « métaphore d'une sorte d'impossibilité de combler le politique » (p. 489).

Voilà une énumération forcément bien incomplète et injuste d'un ouvrage dont l'abondance est sans doute remarquable mais aussi déroutante. À mon humble avis, il eut mieux valu regrouper les textes philosophiques dans un livre de dimension plus abordable et organiser les autres ailleurs. Cette remarque ne veut rien enlever à la qualité d'ensemble de l'ouvrage et surtout à son incontestable pertinence.

Louis Balthazar
Université Laval